

DIBOUT

LE JOURNAL DU STEG-UTG

Syndicat des Travailleurs de l'Éducation de Guyane
Janvier 2008

*Le STEG-UTG vous présente à tous
ses meilleurs vœux pour cette nouvelle année.
Bonheur, santé et réussite dans votre parcours professionnel*

SOMMAIRE

- Editorial
- Des nouvelles des collègues
- Elections au CA
- Dossier Contractuels
- La vie des lycées
- Notation et Promotion

Comité de Rédaction

- A. Abaul
- M. Constantin
- B. Niederkorn
- C. Tablon
- R. Wong

STEG-UTG

Secrétaire générale :

- Georgette St-Edward

Secrétaire général adjoint :

- Albert Abaul
(abaul@wanadoo.fr)
☎ : 06.94.23.34.71

Trésorier :

- Christian Tablon

Correspondant IUFM :

- Bruno Niederkorn
(bruno.niederkorn@voila.fr)
☎ : 06.94.42.11.55

Représentants CAPA :

- Albert Abaul (PLP)
- Bruno Niederkorn (PLP)
- André Rivol (Certifié)

Contacts : Albert ou Bruno

Adresse :

STEG-UTG
40 rue Digue Ronjon
BP265
97326 Cayenne
☎ : 05.94.31.26.42
Fax : 05.94.30.82.46
Site : <http://www.utg-guyane.com>

EDITORIAL

RESISTER !

L'évolution du contexte politique depuis l'élection de Sarkozy fait craindre le pire sur les services publics et notamment sur l'école.

Jamais une politique aussi ultralibérale n'a été autant mise en avant.

Jamais non plus les besoins (école, santé, routes,...) n'ont été aussi criants en Guyane. C'était le sens de l'appel unitaire du 20 novembre.

Pourtant, on perçoit parfois un certain fatalisme face à des maux qu'on juge parfois presque normaux : des milliers de non scolarisés, le manque de matériel, les 1000 professeurs contractuels,...

On entend parfois le fatalisme sur les licenciements des 2 camarades de l'UTG Eclairage avec une répression syndicale qui se poursuit encore aujourd'hui...répression supportée par certains qui se disent internationalistes !!!

On voit aussi, présent y compris dans les réseaux humanitaires qui se disent humanistes ce discours colonialiste, véritable pensée unique de notre société. Pouvons-nous l'accepter, NON !!!

Mais d'autres se lèvent : « ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre... » et repartent au combat contre ce monde d'injustices.

Nous refuserons, au STEG-UTG aussi, ce fatalisme. Tant que la misère, l'exploitation et la domination seront de ce monde, notre devoir est d'être debout !

Ainsi, dans tous les secteurs, nous voyons émerger des soubresauts qui disent la RESISTANCE et l'ESPOIR qu'entretiennent les collègues et les travailleurs en général.

Dans l'éducation, la lutte des contractuels est exemplaire. Organisés en collectif, soutenus par une intersyndicale forte de 5 organisations (SE-UNSA, STEG-UTG, SNCL-FAEN, SNETAA-EIL, SUD Education) les contractuels montrent qu'on peut avancer, qu'on peut se battre, qu'on peut gagner du terrain alors que l'atmosphère est délétère, entretenue par certains, toujours les mêmes qui veulent bloquer notre pays.

L'essentiel est là : la mobilisation, la recherche de solutions politiques, le soutien populaire ont conduit le recteur Grossat à ouvrir les négociations officiellement le lundi 26 novembre avec signature d'un protocole de négociation le mardi 27 novembre...la suite reste à construire, une première porte est ouverte...

La mobilisation, la persévérance, le travail militant ... ont payé.

Sachons puiser dans nos différences et aussi dans les valeurs de notre société, le Mayouri et le Respect, que nous devons et qu'on nous doit, pour avancer vers une école de la réussite, plus juste et plus solidaire.

ROUN LANMEN KA LAVÉ ROT !!!

Des nouvelles des collèges

1. Collège Justin Catayée : des tensions autour de la principale adjointe

Le collège Justin Catayée (ex Cayenne V) ne vit pas toujours dans une ambiance sereine. Depuis quelques années la principale adjointe « pressionne » quelques collègues et construit dans ce rapport hiérarchique de force, un relationnel désagréable et démotivant. Certains évoquent même l'idée de harcèlement.

Le STEG-UTG, renforcé cette année au sein de l'établissement, ne restera pas sans réagir. Et si de tels « comportements déviants » devaient se reproduire, nous ferions respecter de gré ou de force les intérêts moraux de nos collègues.

Moun ki gen pou kouté, kouté !!!

B. Niederkorn

2. Collège Chlore Constant : la misère matérielle

Nous avons été alertés par notre collègue de St-Georges de l'Oyapock.

Le collège vit une véritable pénurie de manuels scolaires. Cela ne semble d'ailleurs pas du tout gêner le conseil Général. Et alors que les collèges de Cayenne jettent des centaines de manuels tous les 4 ans voici un collège qui en manque.

En français pour 85 élèves le collège met à disposition 25 manuels scolaires !

Ces élèves de notre pays n'ont-ils pas droit aussi à une éducation de qualité ? Y a-t-il une école pour la côte et une autre pour les fleuves ?

De notre côté le STEG a déjà commencé à agir pour modifier cette donne injuste.

3. Collège Zéphir : débrouillez-vous...

Plusieurs collègues ont ce sentiment bizarre de l'abandon.

Si les anciens sont rôdés à cette vie de la « communauté scolaire », les nouveaux se situent entre l'effacement et un certain désarroi.

Quasiment pas informés, sans contact régulier avec l'administration, sans véritable vie de lycée, les voici livrés à eux-mêmes. Certains n'ont d'ailleurs que très peu vu la chef d'établissement.

Pourtant ce ne sont pas les problèmes qui manquent. Les élèves des classes de 5 et 4ème sont les plus durs. Et si la situation n'est pas intenable, contrairement à ce que disent certains, la gestion reste très difficile. Les collègues se sentent seuls et démunis.

Une véritable résistance à cette politique du vide est à mettre en place.

RESULTATS AUX ELECTIONS AU CA (là où le STEG a présenté une liste)

	STEG	SNETAA	SNUEP	SE UNSA	SUD Education	SGEN- CFDT	SNCL	Indépendant
LP Balata	3	2	/	1	/	/	/	1
LP Michotte	3	2	/	/	/	2	/	/
LPO Melkior	3 avec UNSA	1	2 FSU	avec STEG	1	/	/	/
LPO Juminer	2	/	3 FSU	2	/	/	/	/
St-Laurent 2	1	/	3 FSU	2	/	/	/	1
P. Jean-Louis	2	/	/	/	/	/	5	/
J.Catayée	/ (5 voix)	/	2 SNES	/	/	2	/	3
TOTAL	14	5	10	8	1	4	5	5

Le STEG-UTG apparaît comme la première force au sein des lycées professionnels et polyvalents. La nouveauté est l'ancrage dans les collèges qui progresse.

DOSSIER CONTRACTUELS :

Problèmes et solutions des 1000 professeurs non titulaires

Historique du CENT (Collectif des Enseignants Non Titulaires)

Le premier collectif de contractuels s'est créé fin 2005 à St-Laurent sous l'impulsion de quelques camarades. Au bout de 3 réunions, déjà la FSU intervenait pour tenter de faire comprendre de l'inutilité de la démarche, pour tenter en fait de faire échouer cette démarche ouverte. Car ce Collectif dès le départ avait posé comme préalable de fonctionnement l'évidence de l'ouverture à tout contractuel quelque soit son syndicat. Cette démarche perdure jusqu'à aujourd'hui.

A Cayenne, rapidement le bureau du STEG a été interpellé pour lancer un collectif similaire. Début 2006, à partir des LP un Collectif se crée avec toujours cet esprit d'ouverture. L'autonomie du CENT sera atteinte dès la première réunion est la constitution du premier bureau.

Une conférence de presse sera organisée par le Collectif de St-Laurent. A Cayenne, une demande d'audience est faite. Elle aura lieu en juin 2006 avec le recteur Blanquer. Déjà à ce moment tous les problèmes que nous retrouvons un an et demi plus tard sont là : titularisation, formation, salaires. Le recteur Blanquer s'était montré très à l'écoute des demandes formulées.

Septembre 2006, la rentrée est calme et un mois plus tard, Blanquer s'en est allé. Le recteur Grossat arrive. Le dossier reste en plan. Le rectorat devait relancer la discussion, **RIEN**.

Le rapprochement des forces syndicales

Février 2007, le CENT se reconstitue et devant la sourde oreille du rectorat lance un appel à la grève le 3 avril 2007 sur les LP d'abord. Cet appel sera couvert par préavis posé par le STEG-UTG mais également soutenu par 2 autres organisations : le SNETAA-EIL et le SNUEP-FSU.

Cette grève ouvre la porte d'une audience où l'ensemble des thèmes sont remis sur la table. L'étonnement de l'administration étonne le CENT : les mêmes acteurs étaient là en juin 2006 – le Secrétaire Général (SG) – le SG adjoint – le chef de cabinet - ... Une réunion est prévue mi-mai à l'initiative du rectorat.

Résultat : **RIEN**.

Le CENT lance l'initiative d'une réunion des syndicats avec signature d'un texte commun : c'est la déclaration commune du 19 mai 2007 qui dit notamment que les syndicats s'engagent « à TOUT METTRE EN OEUVRE pour faire aboutir les revendications du CENT ». Absolument tous les syndicats y avaient été conviés, les syndicats présents dans le privé (hormis le STEG) ne sont pas venus, la FSU non plus ! Signent donc la déclaration commune le 19 mai même : SE-UNSA – SNETAA-EIL – STEG-UTG. Se rajouteront par la suite le SNUEP-FSU et le SNCL-FAEN.

Courant juin un courrier du CENT redemande une entrevue. Résultat : **RIEN**.

Début juillet 2007, les syndicats signent un préavis de grève pour le jour de la rentrée : le 4 septembre.

6 syndicats signent : SE-UNSA – STEG-UTG – SNUEP-FSU – SNCL-FAEN – SNETAA-EIL – SUD Education.

La grève de la rentrée 2007

Si pendant les vacances aucun contact n'est établi, le rectorat souhaitera tout de même voir le CENT fin août. Une réunion aura lieu le 28 août : ce sont les premières annonces et avancées faites par le rectorat. Elles seront fixées par écrit le 30 août. Une réunion plus large est annoncée par le rectorat pour fin septembre. Résultat : **RIEN**.

Le jour de la rentrée à l'appel des 6 syndicats, une grève et un rassemblement d'une cinquantaine de personnes a lieu devant le rectorat. C'est le lancement d'un axe communication publique. Le jour même, la FSU dénigre le mouvement. Le jour même, le SNUEP-FSU nous trahit, trahit sa signature et trahit les collègues. Nous reviendrons sur ce phénomène.

Cette polémique va nous faire une publicité monstre.

Une accélération du débat public

A partir de l'émergence dans le débat public de la situation des non-titulaires, nous allons gagner l'opinion publique en faisant le tour des médias : RFO télé – deux fois RFO radio – Radio UTG – Radio JAM – communiqués – articles dans France-Guyane - plusieurs conférences de presse.

Dans le même ordre d'idée, nous mettons en œuvre et le CENT en premier lieu un axe politique : soutien des 2 députées, des 2 présidents de collectivités et du maire de Cayenne.

On perçoit notamment que globalement la population comprend et soutient les revendications des contractuels. Les quelques contacts avec des membres de l'UMP vont dans le même sens. Notre combat est jugé comme légitime.

Nous avons organisé en octobre et novembre une série d'Heure Mensuelle d'Information (HMI) dans les établissements. L'objectif, atteint d'ailleurs, était de mobiliser sur **une grande formation** des contractuels sur Cayenne les 13 et 14 décembre. Plus de 100 contractuels ont répondu à l'appel. La présentation de la situation, de la lutte et de la négociation a enrichi les débats et solidifier un réseau actif de militants.

La formalisation de l'intersyndicale et l'ouverture des négociations

Sans réponse du rectorat, deux courriers sont adressés au recteur fin septembre puis mi-octobre pour demander non plus des discussions mais des négociations. L'intersyndicale sera formalisée officiellement mi-octobre avec 5 syndicats qui représentent la légitimité du combat, soit : SE-UNSA, STEG-UTG, SNETAA-EIL, SNCL-FAEN, SUD Education.

Le rectorat réagit très vite et contacte des organisations.

Devant l'accélération de la pression, le rectorat invite les organisations à une rencontre le 21 novembre pour signifier la volonté de négocier. Le protocole de négociations est signé par les 3 parties (l'intersyndicale, le CENT, le rectorat) le 26 novembre 2007.

Les négociations

A partir de là, 3 séances de négociations ont eu lieu : le 30 novembre, le 4 décembre et le 19 décembre. Pour suivre l'évolution des négociations, nous avons mis en place une feuille d'information en libre accès sur le blog du CENT (<http://centcay.skyrock.com>) ou distribuer par le réseau des syndicats.

Les revendications :

Elles portent sur un ensemble cohérent de propositions qui visent à améliorer les conditions de travail et de vie de 1 000 professeurs contractuels. Ceci permettra également de stabiliser les équipes pédagogiques ce qui serait favorable pour le système, pour tous les professeurs et pour les élèves et leurs parents.

En effet, les contractuels sont soumis chaque année à la séance de l'affectation et rares sont les collègues qui retrouvent exactement le même poste. Il en résulte une adaptation à renouveler sans cesse après une période de stress qui peut durer toutes les vacances. De plus, tous les cadres de l'école reconnaissent que cela représente une sérieuse difficulté de gestion.

Il va sans dire que cela représente aussi de sérieuses difficultés humaines et individuelles : trouver à se loger, avancer la caution, s'adapter au nouvel établissement, aux nouveaux élèves, aux nouveaux collègues, aux nouveaux projets, aux nouveaux chefs d'établissement,...

Cette situation bloque aussi l'avenir des collègues : les prêts à la consommation sont difficiles, les prêts pour maison quasiment impossibles, la vie familiale est menacée,...

Face à ces conditions de vie et de travail et à l'accroissement du nombre de contractuels, il convenait donc de lancer un mouvement en faveur de la résorption de la précarité. Nous demandons la résorption des 1 000 contractuels sur 5 ans. Des projections annoncent, si on ne fait rien, un accroissement de 50% dans les 6 ans à venir : 4 lycées et 4 collèges en prévision sans compter les écoles primaires.

- Tout d'abord, nous demandons **la titularisation** massive des collègues. Par là, nous entendons la mise en place de procédures « nationales » déjà utilisées dans les années passées : liste d'aptitude, examen professionnel, concours réservé et concours spécifiques. La première procédure a été utilisée il y a une vingtaine d'années et un certain nombre de leaders syndicaux en sont issus ; les trois autres sont liées aux lois Sapin de résorption de la précarité et ont pris fin en 2005.

En 2000, dans le secondaire, selon un IA-IPR, la moitié des collègues titulaires n'étaient pas passés par voie de concours : cela en fait-il de mauvais professeurs ?

- En second lieu, nous demandons le développement de **la formation**. Des formations liées, en premier lieu, aux concours réservés et spécifiques à mettre en place. Ensuite, nous demandons des formations universitaires pour augmenter le niveau des collègues qui le souhaitent ou qui en ont besoin. Ces formations universitaires se déclineront pour les besoins de l'académie par des préparations aux concours à l'IUFM et des cycles préparatoires aux concours internes pour toutes les disciplines où on compte plus de 20 contractuels en poste. Trop de collègues restent sans formation aux concours, actuellement entre quelques stages DIFOR et le CNED c'est la catastrophe. L'avenir passe par une Université de plein exercice qui puisse développer ses filières et former les cadres suivant les besoins du pays.

- Enfin, nous demandons une politique de **la rémunération** avec une grille salariale évolutive, l'égalité des salaires entre primaire et secondaire et un rattrapage salarial.

La grille salariale évolutive n'existe pas, contrairement à ce que disait le patron de la FSU M. Bravo sur les antennes de RFO le matin du 4 septembre 2007. Désinformation encore! Un contractuel qui travaille cette année ou depuis 6 ans touche le même salaire : le seul critère retenu est le diplôme qui fait entrer dans une catégorie dans laquelle on ne peut pas évoluer. Nous demandons une évolution à l'ancienneté dans la catégorie. En y entrant nous demandons de tenir compte de l'expérience dans le métier de la discipline qui va être enseignée. Ceci se pratique déjà dans de nombreuses académies.

Actuellement il n'y a pas d'égalité salariale entre contractuels du primaire et du secondaire : les contractuels du primaire ont un statut d'instituteur suppléant, une grille moins favorable, c'est à dire de 200 à 400 euros par mois en moins sur le salaire net ! Cette injustice doit être réparée !

Les collègues en poste depuis plusieurs années ont énormément perdu en pouvoir d'achat : leur salaire n'évoluait pas puisque la grille salariale n'était pas évolutive.

En 6 ans, c'est 10% de pouvoir d'achat perdu. Nous demandons donc un rattrapage salarial sur les 5 dernières années.

D'autres points ont été évoqués mais entreront dans une démarche plus administrative :

- La reconnaissance et la valeur des contractuels. Un courrier du recteur doit la rappeler.
- La mise en place d'une commission académique paritaire des non-titulaires avec élection des représentants des contractuels à cette commission. Le décret doit arriver.

L'ensemble de ces propositions ont été accueillies avec un intérêt étonné d'abord, puis une appréciation de légitimité, de sérieux, de raisonnable, allant dans le sens du développement de l'académie que défend aussi le recteur.

La désinformation de la FSU et la trahison du SNUEP-FSU

Certains disent « lorsque la FSU n'est pas à l'origine d'un mouvement, elle est contre », un autre a interpellé un S1 en lui demandant « s'il s'agissait d'une continuité coloniale, après le rectorat, "les suppléantes"...? ».

Les faits sont là en tout cas : la FSU a tenté de désinformer la population et les collègues en mentant sans vergogne et en polluant le débat. Cela a commencé par les interventions intempestives sur RFO de M. Bravo, secrétaire académique de la FSU Guyane :

- La grille salariale existe déjà pour lui, oui elle est fixe mais pourquoi ne dit-il pas que notre demande porte sur une grille évolutive qui favorise les collègues ?
- Pour la titularisation, la FSU demande si on veut titulariser n'importe qui, ce que cela donnera comme professeurs devant les élèves ? Merci pour les centaines de contractuels qui travaillent déjà et qui sont valorisés par des rapports de chefs d'établissement et d'inspecteurs. Merci pour ces contractuels qui ont fait confiance à la FSU et qui sont comme tous les contractuels insultés par cette sortie de M. Bravo.
- Pour la titularisation la FSU demande quels concours on demande, la mobilité pour aller à Mayotte sera-t-elle remise en cause ? En fait, ces concours seront-ils régionalisés ? Cette pollution des idées ne reflète pas et n'a jamais reflété nos positions en intersyndicale : les concours, les procédures demandées sont nationales, les concours aussi, les postes de fonctionnaire aussi.

Le SNES a, quant à lui, dégueulé sa haine et ses mensonges dans sa lettre d'info de septembre :

- Le mouvement était manipulé par le STEG-UTG. Franchement, c'est pas gentil pour les camarades du SE-UNSA, de SUD Education, du SNCL-FAEN et du SNETAA-EIL,...sourires.
- Nous avons insulté et utilisé des propos xénophobes. Si tel est le cas, nous demandons de suite le dépôt d'une plainte. Sinon, que les menteurs se taisent. Nous attendons.
- Nous nous serions jetés dans les bras des politiques, faute d'expérience. Or tous les analystes, y compris ceux de la FSU qui analysent la politique du gouvernement, sont d'accord pour dire que la question est éminemment politique avant tout ! Donc, nous avons raison de travailler la carte politique car sur la question de la titularisation, la dimension politique jouera en dernier ressort.

La trahison du SNUEP est, elle, plus difficile à avaler. Mais les collègues peuvent voir là, après 2 ans de travail, le mouvement de sape entamé par le SNUEP-FSU. Ce syndicat ne défend pas les collègues en Guyane !

Encore une fois, les faits parlent d'eux-mêmes :

- Dès le collectif de St-Laurent, le SNUEP a tenté de casser le mouvement.
- Signataire de l'appel à la grève du 3 avril 2007, le secrétaire académique du SNUEP était au travail, comme le reste du staff du SNUEP-FSU. Ah la pub pas chère !
- Signataire de l'appel à la grève du 4 septembre 2007, de la déclaration commune du 19 mai, ce syndicat n'a pas mobilisé, le secrétaire académique était au travail, l'info n'est pas passée alors que la veille même au téléphone, il affirmait le contraire !!!
- A partir du 4 septembre, le discours du SNUEP a été fidèle à M. Bravo et a visé à nous dénigrer sans fondement et sans preuves.

Cette trahison de la parole donnée, des idées, des collègues peut s'apparenter à une trahison de classe.

Quelle analyse de cette trahison de classe

Nous appelons trahison de classe, le positionnement d'un syndicat sur des bases de désinformation qui vise à faire échouer ouvertement un mouvement en cours, et donne donc raison au patron même indirectement. Au STEG-UTG, nous n'avons pas toujours été d'accord avec certains mouvements. Mais du moins, nous sommes nous tus. Ici, nous assistons à une entreprise de démolition d'un mouvement qui va faire grandement avancer les conditions de travail donc de vie de centaines et de centaines de collègues. Pourquoi?

- Nous pensons que la FSU a une vision politique erronée du mouvement : elle analyse notre mouvement comme guyano-guyanais, voir nationaliste.
- La FSU se méfie de tout mouvement local car cela pourrait d'après elle remettre en cause le modèle assimilationniste pour lequel elle milite.
- Elle pense qu'un corps trop stable en Guyane serait un danger pour son électorat principalement basé sur la mobilité qu'elle défend bec et ongles.
- Elle s'oppose à tout mouvement qu'elle ne peut contrôler.

L'avenir

Les négociations reprennent le 14 janvier 2008. Nous sommes arrivés au terme du processus de propositions. Maintenant, nous allons négocier pied à pied avec le recteur pour acter des éléments définitifs.

Le point qui bloquera est le volet titularisation.

Il apparaît que nous n'échapperons pas à une mobilisation pour faire plier le gouvernement.

Collègues, préparez-vous !

Nous avons déjà fait énormément avancer les revendications et donc cela se traduira dès les mois à venir sur les fiches de salaire, sur les formations...

L'Unité de notre mouvement fait notre force. Poursuivons pour gagner!!!

Collègues et camarades, tenons nous prêts!!!

L'avenir nous appartient car il est entre nos mains !!!

TESTS PSYCHOTECHNIQUES

Solution du sujet de logique du **Dibout** précédent :

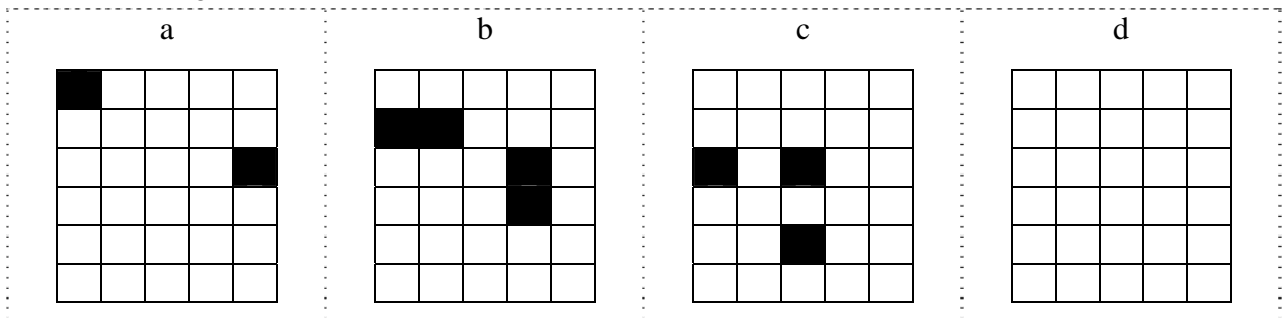
Solution 1 => STEG

Solution 2 => syndicat et dibout

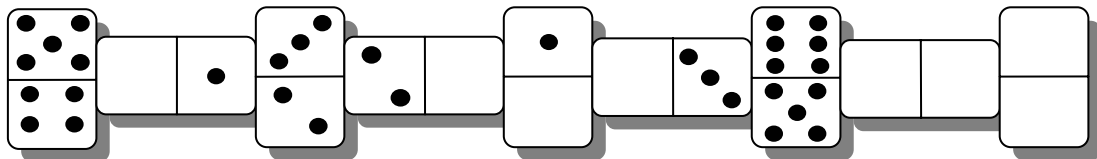
Solution 3 => figure e

Nouveau sujet de logique :

Ex1 : Trouver la 4^{ème} figure



Ex2 : Compléter les 2 derniers dominos



Ex3 : Compléter la série suivante

6 ; 11 ; 20 ; 37 ; 70 ; ...

Ex4 : Décrypter les anagrammes suivants et trouver l'intrus

mifuro =

peuge =

lofrne =

aeiegnar =

oqtiumsue =

heumoc =

Les solutions, au prochain **Dibout**

HOMMAGE à notre collègue et camarade Mr POLYDORE Eugène

Ce collègue a exercé pendant de nombreuses années en qualité de professeur de maçonnerie au lycée Max Joséphine puis Chef de Travaux du LOP B.JUMINER à St-Laurent du Maroni. Membre du bureau du STEG-UTG dans les années 70, il s'impliquait totalement dans toutes nos actions syndicales pour la défense des enseignants.

Sa gentillesse et son dévouement étaient appréciés de tous.

C. Tablon

La vie des lycées

1. Lycée Damas : réagir devant l'obstruction à la liberté d'expression syndicale !

Les faits : le mardi 16 octobre, le STEG-UTG a déposé une Heure Mensuelle d'Information syndicale(HMI). Le proviseur, contre toute attente, a voulu jouer une fermeté mal placée et a refusé ce droit pour des motifs illicites. Après une tentative de médiation le jeudi 18 octobre du STEG-UTG soutenue par le SE-UNSA, le proviseur sans nous recevoir a maintenu son refus.

S'en est suivi le jour même : une lettre au recteur, un tract à destination de tous les collègues du lycée et l'organisation du blocage du lycée pour la date prévue de l'HMI.

Dès le lendemain, vendredi, par téléphone puis par courrier le proviseur faisait marche arrière en accordant l'HMI. Cependant, les motifs mis en avant restent toujours hors cadre de la loi. Une pique de rappel lui sera adressée.

La morale de l'histoire : COLLEGUES, POUR LE RESPECT DE VOS DROITS,
NE VOUS LAISSEZ JAMAIS MARCHER SUR LES PIEDS !

JB V.

2. L P Balata : on respire !

Le STEG-UTG, section Balata, tient à le dire : on peut aussi parler de ce qui se passe bien. Depuis 2 ans, à Balata, les tensions liées à la catastrophe d'un lycée livré en toute précipitation, sont retombées. On se rappelle l'exceptionnelle mobilisation des collègues dans cette affaire, une lutte motivée par l'absence d'ateliers, de matériel et un autoritarisme de la direction.

La nouvelle proviseure, depuis plus d'un an maintenant, a réussi à établir un climat de dialogue, de confiance et de participation. Les projets fleurissent, preuve du dynamisme et du mieux-être des collègues dans l'établissement. Les droits syndicaux sont respectés. Le CA est réellement un lieu de débat, d'écoute et de propositions aussi. Les élèves sont véritablement au cœur de nos préoccupations, loin des seuls discours de circonstance.

Bref, comme le disent plusieurs camarades, pourvu que cela dure !

N.B.

3. Lycée Félix Eboué : pffou...une rentrée difficile

Des postes d'enseignants non pourvus à la rentrée car apparus au dernier moment !!!
Des emplois du temps qui se sont multipliés pour ajuster tout cela !!!

Bon, ce n'est pas encore Damas où certains élèves ont eu jusqu'à 9 EDT

On peut dire et eux-mêmes le disent que les collègues de Félix Eboué ont souffert en ce début d'année.

Quand on sait qu'elle était celle du passage de direction entre 2 Dames du « provisariat », on peut donc légitimement s'interroger sur les responsabilités.

La suite au prochain épisode...

Toutes nos condoléances et nos pensées pour notre collègue Arlette SMITH et sa famille pour le décès de son père Eugène POLYDORE, fondateur de l'UTG, décédé pendant les grandes vacances.

Nos félicitations et nos souhaits de bonheur pour la naissance de Emely Elvira, fille de notre collègue Marc PINDARD.

Nos félicitations et nos souhaits de bonheur, aussi, pour la naissance de Jason, fils de notre collègue Julner BELIZAIRE.

Nos félicitations et nos souhaits de bonheur également à notre camarade Katia BECHET pour la naissance de son fils William.

NOTATION : Administrative (sur 40) et Pédagogique (sur 60)

Notation des PLP Classe Normale				
Ech.	Ecart indicatifs		Moyennes indicatives	
	Not. Adm	Not. Péd	Not. Adm	Not. Péd
1	-	-	30,0	36,0
2	-	-	30,2	36,8
3	-	-	30,6	37,6
4	-	-	31,1	39,2
5	31 – 32,5	37,5 – 43	32,0	40,8
6	32 – 33,5	39 – 45	33,1	42,4
7	33,5 – 34,5	42 – 47	34,1	44,5
8	34,5 – 35,5	43,5 – 49	35,2	46,6
9	35,5 – 37	45 – 51	36,2	48,7
10	36,5 – 37,5	48 – 53	37,2	50,6
11	38 - 39	49,5 - 54	38,5	52,4

Notation des Certifiés Classe Normale			
Ech.	Note minimale	Note maximale	Note moyenne
2	30,0	35,0	33,3
3	30,0	35,0	33,3
4	31	36,0	34,2
5	33,5	37,5	35,6
6	34,5	38,5	37,0
7	36,0	39,0	38,0
8	36,5	39,5	38,7
9	37,0	40,0	39,1
10	38,0	40,0	39,3
11	38,5	40,0	39,6

PROMOTION D'ECHELON

La CAPA qui traite des promotions d'échelon se déroule généralement au cours du 2^e trimestre de l'année scolaire.

Exemple : Vous êtes au 5^e échelon et vous justifiez d'une ancienneté d'échelon de 2 ans et 3 mois au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours. Vous êtes promouvable au 6^e échelon au grand choix.

En supposant que dans l'académie, il y ait un total de 100 collègues promouvables au grand choix dans votre échelon, seuls les 30 premiers classés obtiendront une promotion au grand choix (30%), les 70% restant attendront une éventuelle promotion au choix, voir à l'ancienneté.

Vous n'avez aucune démarche administrative à effectuer.

Rythme d'avancement PLP - CPE			
Echelon	Grand choix (30%)	Choix (70%)	Ancienneté
1 ^{er} au 2 ^e	-	-	3 mois
2 ^e au 3 ^e	-	-	9 mois
3 ^e au 4 ^e	-	-	1 an
4 ^e au 5 ^e	2 ans	-	2 a 6 m
5 ^e au 6 ^e	2 a 6 m	3 ans	3 a 6 m
6 ^e au 7 ^e	2 a 6 m	3 ans	3 a 6 m
7 ^e au 8 ^e	2 a 6 m	3 ans	3 a 6 m
8 ^e au 9 ^e	2 a 6 m	4 ans	4 a 6 m
9 ^e au 10 ^e	3 ans	4 ans	5 ans
10 ^e au 11 ^e	3 ans	4 a 6 m	5 a 6 m

BULLETIN D'ADHESION

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel :

Email :

Lieu d'exercice :

Catégorie : Instituteur(trice)- PE – PLP – Certifié – Agrégé – MA – Contractuel – Stagiaire - Ass.d'Educ.- ATOSS – CPE - Prof EPS - Autre.

- J'adhère au STEG-UTG

- Je m'engage à payer ma cotisation syndicale pour l'année 2007-2008

TARIF :

- Titulaire : 90€

- Non titulaire : 65€

- Membre bienfaiteur :

Adresser ce bulletin d'adhésion à votre représentant d'établissement : M.

ou bien au bureau du STEG-UTG (voir adresse en 1^{ère} page)